La GrAnde Relève

FONDÉ EN 1935

POUR UNE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

« Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée. » **V. Hugo**

N° 1230 **Avril 2023**

Sommaire

• **Billet**

page 2 *Business as usual...*

Guy Evrard, *regrettant la tournure prise par les évènements, aimerait assister à un sursaut d'espoir.*

• **C'était en 1999… Éditorial**

page 3 *Il y avait urgence, déjà !*

Marie-Louise Duboin *déplorait la situation géopolitique internationale asservissant les peuples à l'impérialisme néolibéral, alors que la réforme des retraites faisait l'actualité.*

• **Réflexion**

page 5 *Complotiste !*

François Chatel *évoque les méandres que peuvent prendre de nos jours la recherche d'argumentations permettant de forger ses opinions, sans se les faire dicter. Il évoque la réalité des complots dans l'histoire, puis analyse la question des lanceurs d'alerte.*

• **Poésie**

page 13 *Ignorance*

Jacques Grieu *invite à reconnaître son ignorance pour s'engager dans la recherche de plus de connaissance.*

• **Courrier des lecteurs**

page 13 *François Chatel partage sa lecture de l'article "Sortir du capitalisme" de Guy Evrard.*

Prix en France : 3 € – ISSN : 2117-5047 – eISSN : 2493-2752 – N° CPPAP : 0418 I 83051 – Bimestriel – Dépôt légal : BNF Avril 2023

Business, as usual…*

Ces premières lignes sont écrites le 07 novembre 2022, alors que débute la COP 27 (27e conférence des parties) pour le climat, à Charm el-Cheikh, en Égypte. Le pays d'accueil n'est ni un havre de démocratie, ni exemplaire pour son approche des questions environnementales, dans sa quête du modèle occidental. La délégation française s'y rend en avion, y compris les activistes du climat, puisque l'organisation d'un parcours vertueux est improbable selon nos modes de vie actuels. Notre président y tient un discours souvent prudent, misant sur des partenariats[1] [2], échaudé sans doute que son gouvernement ait été précédemment sommé par la justice administrative et le Conseil d'État de tenir les engagements climatiques de la France.

Pendant ce temps, la guerre se poursuit en Ukraine et de multiples tensions meurtrières persistent ailleurs dans le monde. Les organisations d'extrême-droite font tâche d'huile en Europe, pendant que Donald Trump et Jair Bolsonaro œuvrent pour revenir au pouvoir aux États-Unis et au Brésil. États-Unis, Chine et Russie déploient des stratégies de puissance, aveugles aux catastrophes qui s'amplifient sur la planète, où l'on ne sait combien de générations d'humains pourront encore y survivre. La crise énergétique, via « les lois du marché », permet à Total d'engranger des bénéfices indécents[3], tandis que l'inflation rend la vie impossible à des millions de nos concitoyens.

Dans notre pays, certains profitent encore de la douceur de novembre sur les plages, conscients de l'anomalie climatique, et tentent peut-être de conjurer une éco-anxiété grandissante. Le 09 novembre, la Route du Rhum s'élance toutes voiles dehors pour la traversée de l'Atlantique. Et la Coupe du Monde de football se tiendra bien au Qatar du 20 novembre au 18 décembre, en dépit des milliers de travailleurs migrants morts sur les chantiers lors de la construction des stades, et malgré la nécessaire climatisation des enceintes au cours des rencontres à venir. « *Business as usual* ». Jusqu'à quand ?

Pourtant, nombreux sont ceux qui cherchent et défendent sur le terrain d'autres voies plus apaisées du vivre ensemble, incluant les non humains[4] [5]. On retiendra notamment les expériences communalistes que relate François Chatel dans le dernier numéro de la GR[6]. Et bien des esprits s'efforcent de convaincre qu'il est temps que cesse cette fuite en avant. Qu'il est temps de voir que le productivisme, le consumérisme et la croissance ne contribuent ni à donner du sens aux activités humaines ni au bonheur des peuples. Ces moteurs du libéralisme profitent à ceux qui veulent continuer de régner sur un monde d'inégalités sociales, de concurrence du tous contre tous, qui leur va si bien, avec leur intelligence artificielle. Pour que ça change, dit plus radicalement dans l'Humanité des débats : « *Sortons du conflit de la répartition pour mener la vraie lutte des classes, celle qui dispute à la bourgeoisie et à l'oligarchie financière le pouvoir sur la valeur* »[7]. Et essayons[*] de ne plus « faire comme d'habitude », si l'on veut ré-enchanter le monde.

Guy Evrard

[1] Cop 27 : *le discours intégral d'Emmanuel macron*
https://www.bfmtv.com/politique/gouvernement/cop-27-le-discours-integral-d-emmanuel-macron_VN-202211070524.html

[2] En bref - COP 27. *Climat : Emmanuel Macron mise sur les « partenariats »*. Reporterre, 8 novembre 2022.
https://reporterre.net/Climat-Emmanuel-Macron-mise-sur-les-partenariats?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=nl_quotidienne

[3] Revoir le documentaire *Le système Total, anatomie d'une multinationale de l'énergie*, diffusé sur ARTE, 8 novembre 2022. Télérama n°3799, 02/11/2022, p.115.
https://www.youtube.com/watch?v=Wsh0SM7AEic

[4] Voir notamment : Arturo Escobar… (124 auteurs), *PLURIVERS. Un dictionnaire du post-développement*, W éditions wildproject, collection Le monde qui vient, septembre 2022.
https://wildproject.org/livres/plurivers

[5] Voir également : Sophie Gosselin et David gé Bartoli, *La condition terrestre. Habiter la Terre en commun*, éd. Seuil, collection Anthropocène, octobre 2022.

[6] François Chatel, *La voie communaliste*, La Grande Relève N°1229, février 2023, pp.4-10.

[7] Le bloc-notes de Jean-Emmanuel Ducoin, *Affrontement(s)*, l'Humanité des débats, 28 au 30 octobre 2022, p.26.

(*) Les affaires comme d'habitude...

L'OTAN colorait déjà activement l'actualité en géopolitique internationale, mais aujourd'hui l'ours russe a fini par réagir, et le dragon chinois est prêt au sursaut. La réforme des retraites fut un sujet brûlant de l'année 1999.

Marie-Louise DUBOIN publiait son éditorial dans le N°989 de La Grande Relève, n° spécial intitulé "Retraites, l'intox".

Toute ressemblance décuplée en 2023, évoquée précédemment par Guy Evrard, n'est probablement pas fortuite, dans un système capitaliste en quête de survie.

Il y a urgence !

Il faut absolument prendre conscience de l'extrême gravité de la situation actuelle : la pression néolibérale donne aux États-Unis le feu vert pour décider de l'avenir du monde et lui imposer, par la force si Washington le juge bon, sa "pensée unique", c'est-à-dire la loi de la jungle avec toutes les conséquences catastrophiques qui en résultent.

L'effondrement de l'URSS a mis fin à la rivalité entre les deux grandes "superpuissances". On pouvait espérer que la fin de la guerre froide ouvrait au monde une perspective de paix et de raison. Mais hélas, celui des deux blocs qui a survécu a décidé plutôt que c'était "la fin de l'Histoire" et qu'elle lui donnait le droit d'imposer son idéologie capitaliste néolibérale au monde entier. De sorte que la lutte est maintenant entre cette dictature-là, et la démocratie… qui reste à inventer. Et c'est vraiment sur tous les fronts que la lutte s'impose.

Bien qu'il n'y ait pas, à proprement parler, de gouvernement mondial, il existe cependant, depuis plus de cinquante ans, des institutions internationales que tous les États se sont engagés à respecter, et dont le rôle est de faire prévaloir la paix, les droits de l'homme et la justice. Or les États-Unis passent outre. Pour imposer au monde leur propre politique ou pour faire prévaloir leurs propres intérêts, ils agissent de deux façons différentes. Indirectement, par l'intermédiaire d'organisations sur lesquelles ils ont mis la main pour les contrôler, c'est le cas du FMI[1], de la BM[2] et de l'OMC[3], ou pour les empêcher d'agir, c'est le cas des décisions écologiques prises par exemple au Sommet de la Terre qui eut lieu à Rio en 1992. Et directement, en ne manifestant que mépris pour ce qui constitue les fondements de l'ordre international que sont la Charte des Nations Unies et ses résolutions et la Cour internationale de justice, lesquelles condamnent l'usage de la force, sauf autorisation du Conseil de sécurité. C'est cette dernière méthode qu'illustre l'offensive sur la Serbie par l'OTAN[4], organisation d'ailleurs créée pour n'être que défensive, et qui n'obéit pratiquement plus qu'aux décisions de Washington.

Et les choses se précipitent. Sur le plan militaire, le tournant a été pris au début de cette année. Clinton l'a rendu officiel dans son "discours sur l'état de l'Union" le 19 janvier : « nous défendrons notre sécurité chaque fois qu'elle sera menacée », *et pour cela, il a pris la décision, trop passée sous silence par les médias, d'augmenter considérablement les dépenses militaires (de 112 milliards de dollars dans les six ans à venir, ce qui constitue une première depuis le début des années 80), et de revenir à la "guerre des étoiles", cette guerre des missiles à laquelle Reagan avait dû renoncer parce qu'elle risquait, évidemment, de provoquer une riposte de la part de Moscou. Le traité par lequel les états, dont les États-Unis, s'étaient engagés à interdire ces armes est ainsi remis en cause, ce qui menace d'autres accords (Start I et Start II) sur la réduction des armements stratégiques. Le rapport annuel du ministère américain de la défense est clair :* « En tant que seule nation capable de mener des opérations à grande échelle… sur des théâtres très éloignés, les États-Unis occupent une position unique… et les nouvelles dépenses engagées sont essentielles pour s'assurer que les forces de demain continueront à dominer tout l'éventail des opérations militaires ». *Clinton dit bien :* « l'objectif est notre sécurité » *donc, explique l'Américain M.T. Klare[5], il veut disposer de forces armées utilisables chaque fois que la Maison Blanche décidera que les intérêts supérieurs américains sont en jeu. Le premier acte de cette nouvelle politique américaine a été d'écarter l'ONU[6] du problème des Balkans. La correspondante du journal* Le Monde • • •

[1] Fonds monétaire international

[2] Banque mondiale

[3] Organisation mondiale du commerce

[4] Organisation du traité de l'Atlantique Nord

[5] Professeur au Hampshire College du Massachussetts.

[6] Organisation des Nations-Unies.

• • • *auprès des Nations Unies à New York rapporte que le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a été admonesté le 7 mai dernier pour avoir nommé deux émissaires (un Suédois et un Slovaque) pour les Balkans afin de faciliter une solution politique durable à la crise ! Un de ses collaborateurs explique que* « si certains pays de l'OTAN veulent avant tout faire une démonstration de leur puissance militaire et si, pour eux, la victoire est la capitulation humiliante des Serbes, il est vrai que le Secrétaire général ne partage pas cet objectif. Pour lui, la priorité est le retour des réfugiés ». *Alors Kofi Annan s'est entendu signifier par la secrétaire d'État Madeleine Albright* "ce que Washington attend de lui" : « Ne vous prenez surtout pas pour un acteur politique dans la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie,… toute ingérence politique ou militaire de l'ONU sera inacceptable. » *Un autre responsable, rapporte la journaliste, estime* « que la vérité est que certains pays membres de l'alliance préfèrent en fait une victoire militaire, et toute initiative du secrétaire général de l'ONU est donc perçue comme gênant ce but. »

Sur le plan économique et social, l'attaque néolibérale est tout aussi grave et déjà bien avancée. L'offensive qui est menée actuellement en France contre le système des retraites par répartition s'inscrit dans un vaste projet qui a été codifié avec soin dès 1994 dans un rapport de… la Banque mondiale[7] *! Avec pour but de donner un rôle dominant à la finance (en particulier aux compagnies d'assurances) dans les régimes de retraite. On en est à l'étape dite de concertation, avec le rapport Charpin, la suivante sera un projet de loi.*

[…] *il y a urgence : le capitalisme se croit tout permis depuis qu'il ne se voit plus d'opposition politiquement organisée et qu'avec ses énormes moyens il sait qu'il conditionne parfaitement le public. Il faut d'abord faire un gros effort pour être au courant de ce qui se trame, comprendre où nous mène, sans notre accord, le système actuel, et puis l'expliquer à tous ceux qui n'acceptent pas d'abdiquer leurs droits les plus élémentaires, et enfin, participer à toutes les actions qui s'organisent. Quand, naguère, des manifestants chantaient* "C'est la lutte finale" *— ils avaient tant l'espoir d'une société meilleure que la crainte de leur déception — cela me faisait venir la larme à l'œil ; mais aujourd'hui, j'enrage de sentir que si une vaste offensive ne parvient pas à arrêter cette mainmise universelle du néolibéralisme, cette lutte sera bien finale, mais parce qu'il ne pourra plus y en avoir d'autre, et que la morale citoyenne devra faire place à la loi du plus fort, instituée au plan mondial et dans tous les domaines : elle prévaudra désormais sur les droits de l'homme et la démocratie.*

Quel progrès pour l'humanité !

Marie-Louise Duboin

[7] Dans un rapport intitulé *Averting the Old Age : Policies to Protect the Old and Promote the Growth* (*Prévenir la vieillesse : politiques de protection des personnes âgées et de promotion de la croissance*)

Changements administratifs

Nous prions nos chers lecteurs de bien noter les modifications administratives de la Grande Relève, qui est désormais publiée par l'**Association pour l'économie distributive** :

– une ***nouvelle adresse*** de correspondance postale ;

– un ***nouveau compte bancaire*** au Crédit Mutuel de Bretagne ;

– une ***nouvelle adresse électronique***.

Retrouvez ces informations mises à jour en page 15 de ce numéro.

François Chatel explore les notions de débat, de quête de vérité, ces notions qui semblent avoir perdu de leur intérêt dans nos sociétés dites démocratiques, mais visiblement soumises aux pouvoirs financiers.
Comment construire des choix éclairés pour le bien de la collectivité lorsque des sujets d'orientation majeure sont bouclés dans l'urgence et sans réelle confrontation des connaissances, sans reconnaissance des parts inconnues, éclairant véritablement les décideurs et les citoyens ?

Complotiste !

«*Se dit de quelqu'un qui récuse la version communément admise d'un événement et cherche à démontrer que celui-ci résulte d'un complot fomenté par une minorité active*».[1]

Dans cette définition communément admise du mot "*complotiste*" figurent deux argumentations complémentaires. Pour correspondre à cette définition, la personne ainsi qualifiée doit donc être reconnue comme correspondant aux deux argumentations.

Pas d'accord !

Tout d'abord, la personne qui récuse seulement la version officielle par pur esprit démocratique et qui demande une confrontation des idées, ne peut se trouver affublée d'une dénomination qui ne la concerne pas. Elle correspond simplement à un citoyen lambda qui utilise sa liberté d'expression comme le stipule les droits de l'homme et du citoyen. En général, compétente et expérimentée dans le domaine concerné, elle considère avoir le devoir de faire part de son avis ou de sa proposition pour le bien public. Par exemple, à propos du Pr Perronne — professeur des universités et praticien hospitalier français, spécialisé dans les pathologies tropicales et les maladies infectieuses émergentes, qui a été président de la commission spécialisée "Maladies transmissibles" du Haut Conseil de la santé publique — la Chambre disciplinaire de l'ordre des médecins d'Île-de-France a considéré qu'au regard de sa qualité d'infectiologue internationalement reconnu, il était le mieux à même de comprendre les enjeux de santé publique et avait «*l'obligation de s'exprimer dans le domaine qui relève de sa compétence*»[2] sur un sujet d'intérêt général, durant la pandémie du Covid-19. Alors que le Conseil National de l'Ordre des Médecins considérait que le Pr Perronne avait violé le code de la santé publique en s'étant exprimé dans la presse nationale, sur les réseaux sociaux, et dans trois ouvrages en mettant «*gravement en cause des confrères et d'avoir dénigré les politiques de santé publique*» mises en place par le gouvernement.

Compte tenu de cette jurisprudence, un grand nombre de professionnels de la médecine et certains élus politiques échapperaient donc à cette qualification dégradante. La pandémie de Covid-19 a révélé voire exacerbé une pratique totalitaire qui permet d'étiqueter et de discréditer une personne sceptique, ou opposée à une annonce ou une mesure officielle. Qu'importe la légitimité et la compétence en la matière de l'intervenant, son doute ou sa contradiction, la personne qui l'émet sera affublée du doux substantif de complotiste. Que signifie donc ce mot "nouveau" de plus en plus utilisé comme une arme fulgurante qui tente même à devenir dissuasive ?

Liberté d'expression

Parlons de la seconde argumentation qui concerne plus particulièrement la construction de la théorie du complot. Qu'en dit la protection de la liberté d'expression ?

L'Article 10 de la déclaration du 26 août 1789 des droits de l'homme et du citoyen pose que : «*Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.*»

L'Article 11 de la même déclaration pose la liberté d'expression comme un des droits les plus précieux de l'homme. Il précise certes que tout

[1] Larousse, définition du mot complotiste.

[2] https://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/le-professeur-perronne-blanchi-par-la-chambre- disciplinaire-d-ile-de-france-de-l-ordre-des-medecins-2641940.html

Représentation de la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 » - Jean-Jacques-François Le Barbier (1738–1826). (© Domaine public - *circa* 1789)

citoyen peut parler, écrire, imprimer librement mais en ajoutant « *sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.* » Quelle loi ?

L'une d'elles précise presqu'un siècle plus tard, le 29 juillet 1881, qu'est répréhensible la diffamation, l'injure publique, l'outrage et la fausse information (un peu plus français que *fake news*). Elle s'applique aussi à la provocation c'est-à-dire l'incitation à commettre un acte illégal, des meurtres, pillages, incendies ou encore crimes contre la sûreté de l'État, même non suivie d'effet.

Les théories du complot comporteraient de la diffamation, des injures et des mensonges. Qui aujourd'hui ne prononce que des vérités, ne diffame jamais, ne prononce aucune injure ? Certainement pas nos membres des gouvernements, les journalistes des plateaux *mainstream* et autres, les experts liés par des conflits d'intérêts, la cohorte des lobbyistes qui pullulent et envahissent les mondes économiques et scientifiques. En conséquence, le mot complotiste qui n'établirait aucune distinction deviendrait si général qu'il ne voudrait plus rien dire. Avant de dénoncer la paille dans l'œil du voisin, il faudrait prendre conscience de la poutre qui est dans le sien. Bien entendu, proférer des mensonges, des injures, diffamer est répréhensible, mais comment réprimander ceux qui utilisent les mêmes armes que leurs accusateurs ?

La déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, dans son article 19, élargit la protection de la liberté d'expression dans le fait de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

De plus, la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne du 7 décembre 2000 en son article 11, ajoute que toute personne qui communique des informations ou des idées est protégée de l'ingérence des autorités publiques.

L'exercice de la liberté d'expression ne se limite pas à l'usage de moyens classiques tels la parole, l'écrit et l'imprimé, mais englobe également toutes les techniques modernes de télécommunication. La Cour européenne des droits de l'homme applique les mêmes principes à l'accès à Internet, en estimant que son blocage abusif viole la liberté d'expression garantie par l'article 10 de la convention européenne des droits de l'homme.

« *La liberté d'expression constitue l'un des fondements essentiels d'une société démocratique, l'une des conditions primordiales de son progrès et de l'épanouissement de chacun. Sous réserve des restrictions mentionnées, notamment dans l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, elle vaut non seulement pour les informations ou les idées accueillies avec faveur, ou considérées comme inoffensives ou indifférentes, mais aussi pour celles qui heurtent, choquent ou inquiètent l'État ou une fraction quelconque de la population. Ainsi le veulent le pluralisme, la tolérance et l'esprit d'ouverture sans lesquels il n'y a pas de société démocratique.* »[3]

Le rapport d'Amnesty International du 19 octobre 2021 intitulé "*Parole muselée et mésinformation. La liberté d'expression menacée pendant la pandémie de Covid-19*", révèle comment le fait que les gouvernements et les autorités se soient appuyés sur la censure et la sanction tout au long de la crise, a réduit la qualité de l'information parvenant aux citoyens. La pandémie a engendré une situation dangereuse dans laquelle les gouvernements invoquent de nouvelles lois pour bâillonner le journalisme indépendant et attaquer les personnes qui critiquent directement la réponse apportée par leur gouvernement à la pandémie de Covid-19, ou qui tentent simplement d'en savoir plus.

Dans les situations de crise, les règles habituelles de la légalité s'effacent généralement au bénéfice d'autorités disposant de pouvoirs

[3] Déclaration de la Cour européenne des droits de l'homme. Affaire Handyside contre Royaume-Uni, 1976.

exorbitants leur permettant entre autres de contrôler la diffusion des informations et des opinions. Afin d'éviter le flot de critiques justifiées à leur encontre en raison de l'application de mesures libérales impopulaires qui font le jeu des gros industriels, des banquiers et des milliardaires, les gouvernements sautent sur les occasions offertes pour décréter des situations de crise qui leur permettent d'instaurer un régime totalitaire étouffant toutes les oppositions. Chacun pourra juger si la gravité **objective** de la pandémie de Covid-19 permettait de la classer comme situation de crise, c'est-à-dire capable de mettre en cause l'intégrité de la société et la santé générale de la population, dégagée des effets d'annonces anxiogènes et délirantes perpétrées par le gouvernement, le conseil scientifique et les médias *mainstream*.

Mais en dehors de l'application des règles justifiées concernant la liberté d'expression et la gestion des crises, pourquoi utiliser un mot obus ? Quelle utilité d'inventer un mot diabolisant celui qui en est affecté ? Pourquoi chercher à frapper sous la ceinture avec le mot "complotiste" qui cherche à discréditer toute la dissidence, à amalgamer toutes les sortes de critiques à l'encontre d'un gouvernement qui cherche absolument à contrôler tous les pouvoirs et se montrer un bon petit soldat de la Commission européenne ? Est-ce une façon de sanctionner pour faire taire le soi-disant contrevenant avant toute intervention des autorités judiciaires qui assurent une protection importante de la liberté d'expression ? Ainsi, pour faire peur ou intimider les dissidents, pendant la pandémie de Covid-19 par exemple, un certain nombre de poursuites pénales ont été engagées, ou des enquêtes policières ouvertes, contre des journalistes et d'autres personnes ayant critiqué les actions ou l'inaction du gouvernement.

Car, en réalité, toutes les dissidences sont globalement mises sous la protection de la liberté d'expression dans un monde qui se targue de respecter la démocratie (droits de l'homme et charte de l'Union européenne). Il faut vraiment dépasser les bornes de la bienséance pour se faire réprimander par un quelconque tribunal, puisque même l'outrage au président de la République a été amendé.

Comme la Cour européenne des droits de l'homme l'a expliqué, l'existence d'un « *danger public menaçant la vie de la nation ne doit pas être un prétexte pour limiter le libre jeu du débat politique. En effet, l'une des principales caractéristiques de la démocratie, telle qu'interprétée par la Cour, est la possibilité qu'elle offre de résoudre les nouveaux défis par le biais du débat public. Même en cas d'état d'urgence, tout doit être mis en œuvre pour sauvegarder les valeurs d'une société démocratique, telles que le pluralisme, la tolérance et l'ouverture d'esprit.* »[4]

Peur d'être démasqué

Le mot complotiste témoigne de la peur des gouvernements aidés par les médias soumis de ressentir les crocs de la dissidence mordre le fond de leur pantalon. Une façon de tenter de passer la muselière à toute contradiction. « *Toutes les sociétés humaines ont leurs sceptiques et leurs anticonformistes ; c'est à travers la façon dont elles les traitent qu'elles se distinguent.* »[5]

Comme quoi le mépris du peuple atteint son comble puisque c'est une façon de tuer le débat, de discréditer toute la controverse qui compose l'esprit démocratique. Ce mot "complotiste" a l'intention de lobotomiser le citoyen de l'une de ses caractéristiques essentielles qui est d'être un être politique. « *Aristote disait vrai lorsqu'il décrivait* • • •

[4] Cour européenne des droits de l'homme. *Guide sur l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'homme*. Dérogation en cas d'état d'urgence. Mis à jour au 31 août 2022. Affaire Mehmet Hasan Altan c. Turquie, 2018, §210.

[5] David Graeber et David Wengrow. "*Au commencement était…*", page 129, éd. LLL, 2021.

Merci à nos abonnés ***de nous économiser des frais de rappel en surveillant le numéro d'échéance de leur abonnement****: nous l'indiquons sur l'enveloppe d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.*

Souscription permanente

Pour que vive La Grande Relève !

B. Blavette 100 € - F. Boyer 13 € - J. Chefd'homme 48 € - M. Dragovic 20 € - S. Ghenai 18 € - B. Heron 18 € - A. Morlot 28 € - D. Roth 3 € - F. Villedary 23 € – ***Merci à tous*** !

C'est grâce à cette souscription que nous pouvons poursuivre la publication du journal sans en augmenter le prix, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le recevoir et à le diffuser.

l'homme comme un animal politique.»[6] Le mot complotiste revient à saper encore davantage toute velléité d'opposition de la part du peuple.

Certains "cireurs de pompes" vont jusqu'à réclamer la participation active de l'enseignement et de l'éducation afin de protéger nos jeunes têtes blondes de toute contamination par les complotistes et leurs théories, s'il y en a. «*Dans ce contexte, les membres de la communauté éducative doivent plus que jamais disposer d'éléments d'analyse et d'outils efficaces pour poursuivre cette mission essentielle : le développement de l'esprit critique. Pour les enseignants, comme pour les parents, il est indispensable de savoir d'où viennent les théories du complot et comment elles fonctionnent.*»[7] Ce développement va plutôt dans ce cas se focaliser sur le mot "complotiste" et en conséquence rejeter toute critique assénée par tous ceux qui en seront affublés, c'est-à-dire tous les dissidents à la parole "divinisée" du pouvoir. Plutôt que de développer l'esprit critique, c'est probablement le contraire qui sera atteint. L'enseignement serait plus inspiré de donner les moyens aux élèves de faire la distinction entre les fabulateurs et ceux qui émettent légitimement des avis contradictoires à la parole officielle. De même, il serait plus inspiré de leur apprendre à distinguer ce genre d'incitation à la naïveté et au suicide de l'esprit critique, comme l'exemple cité ci-dessous :

Message de l'UNESCO : «*La désinformation comme le coronavirus, se propagent. Pour combattre la désinformation, il est important de partager des informations venant de sources fiables comme les autorités sanitaires et l'Organisation mondiale de la santé. Pendant l'épidémie de Covid-19, ne faites confiance qu'aux sources d'informations officielles et aux médias crédibles. Ne partagez pas d'informations non vérifiées.*»[8]

Dans ce message, il est demandé de ne faire confiance qu'aux sources d'informations officielles et aux médias crédibles. Qui sont les médias crédibles ? Qui détermine la crédibilité des sources ? Ce qui n'a rien de secret, c'est que les grands médias appartiennent soit aux États, soit à des oligarques qui détiennent des grands groupes de presse privés, financés en partie par l'État et dont la finalité est de faire du profit. Lorsque que le chef de l'État annonce en août 2020 une aide de près de 500 millions d'euros pour la presse française, tout esprit démocrate se révélera sceptique quant à l'altruisme de ce geste pour envisager plutôt la poursuite d'un intérêt.

Tant de complots ou supposés

Le concept de théorie du complot est souvent décrié, car on y voit la manifestation d'une défiance vis-à-vis des élites. Après tout, n'existe-t-il pas de véritables complots qu'il importe de dévoiler ?

Il est souvent difficile de faire la différence entre un complot réel et une "théorie du complot", tout simplement parce que les complots existent et qu'il est complexe de les mettre à jour. Il y en a eu des milliers au cours des siècles. Certains ont été déjoués, d'autres n'ont pas abouti et plusieurs ont été mis en évidence. Dans de nombreux cas, la présomption du complot n'est pas retenue, en raison d'une "théorie" trop grotesque, mais, dans d'autres cas, les doutes existent et rendent compliquée la recherche de la vérité.

La théorie du complot est retenue par une population lorsque la confiance dans les différents pouvoirs s'est affaiblie ou que, lors d'une crise ou

La découverte de la Conspiration des Poudres, en Angleterre, sous le règne de Jacques Ier d'Angleterre, visant à assassiner le roi. Capture de Guy Fawkes - Henry Perronet Briggs (1793–1844). (© Domaine public - *circa* 1823)

[6] Cité dans David Graeber et David Wengrow. "*Au commencement était…*", page 116, éd. LLL, 2021.

[7] Jérôme Grondeux, Didier Desormeaux. "*Le complotisme : décrypter et agir*", éd. Canopé

Opérateur du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, le Réseau Canopé a pour mission la formation tout au long de la vie et le développement professionnel des enseignants.

[8] https://fr.unesco.org/covid19/communicationinformationresponse/audioresources

d'une catastrophe, la suspicion à l'égard d'une communauté considérée comme secrète et puissante provoque parmi l'ensemble des citoyens la recherche d'un bouc émissaire responsable. L'existence des collusions secrètes et des corruptions en tout genre au sein des pouvoirs induit le soupçon qu'il existerait une dimension proprement occulte de l'histoire, des coulisses ésotériques où se trameraient en réalité les événements. C'est ce soupçon qu'exprime le romancier Honoré de Balzac, au XIXe siècle, lorsqu'il s'exclame : «*Il y a deux Histoires : l'Histoire officielle, menteuse qu'on enseigne, l'Histoire* ad usum delphini, *puis l'Histoire secrète, où sont les véritables causes des événements, une histoire honteuse.*»[9] Voilà Balzac intégré dans la famille des "complotistes".

Quelques décennies sont souvent nécessaires pour que les historiens parviennent, lors de la mise en libre accès public des documents d'archives, à révéler les véritables complots, les mensonges d'État, permettant ainsi de lever le voile sur les intentions cachées des puissants. Il s'agit surtout d'attendre que les protagonistes n'aient plus rien à craindre pour pouvoir accéder à ces archives.

Toute personne objective sait pourtant que l'histoire de l'humanité contient une multitude de complots de petite et de grande envergure. Est-il dès lors farfelu ou déraisonnable de penser que les élites qui dominent le monde (grands États, GAFA, multinationales, banques, oligarques) font des projets machiavéliques et tout ce qui est en leur pouvoir pour cacher au peuple les orientations les plus favorables au renforcement de leur position dominante ?

Parmi les milliers de complots présumés qui garnissent l'histoire, chacun plus ou moins percé à jour, on peut citer la conjuration de Catalina, dénoncée en -63 par l'avocat et homme politique Cicéron, qui dans cette affaire prend le rôle du complotiste ; l'assassinat de César en -44 et le grand incendie de Rome en 64, comme la grande peste de 1348. Sans oublier le complot de Judas et des grands prêtres fomenté contre Jésus de Nazareth. La Conspiration des poudres avait pour objectif de faire exploser le Parlement britannique, le 5 novembre 1605, avec tous ses membres ainsi que le roi d'Angleterre : cet attentat politique fut éventé à la dernière minute. Bon nombre d'interrogations fondées concernent les Illuminati, cette société secrète née en 1776 à laquelle on prête bons nombres d'évènements historiques. La période du nazisme et de la Seconde Guerre mondiale est également riche en complots, comme

Les pompiers interviennent sur le Reichstag en flammes.
(© Domaine public - février 1933)

l'incendie du Reichstag en février 1933, jusqu'à la tentative d'assassinat sur la personne du Führer en juillet 1944, menée par le colonel Stauffenberg, un complot planifié par différents officiers sous le nom de code "opération Walkyrie". L'assassinat du président John Fitzgerald Kennedy, le 22 novembre 1963 à Dallas, connut des interprétations diverses en désaccord avec le discours officiel des autorités tant celui-ci s'avéra sujet à controverses. L'affaire dite des tueurs du Brabant suite à de nombreux cambriolages et attentats entre les années 1982 et 1985, qui traumatisa la Belgique donna lieu à de nombreuses hypothèses en désaccord avec la version officielle qui a longtemps imputé ceux-ci à des "prédateurs". Les attentats du 11 septembre 2001 à New York, de même, ont vu l'émergence de théories en désaccord avec le discours officiel insatisfaisant.

L'étude de Tuskegee sur la syphilis (1932-1972), le scandale du Watergate et le récit sur les armes de destruction massive en Irak, qui en fait n'existaient pas, montrent que des complots existent bien. Les enquêtes menées autour de ces évènements suffisent à remettre en cause la facilité avec laquelle se trouve largement discréditée la pensée "complotiste" ou "conspirationniste".

Dans une interview au journal *Die Zeit*, l'ancienne chancelière allemande Mme Angela Merkel explique que les accords de Minsk de 2014 puis ceux de février 2015 qu'elle a signés, tout comme le président français de l'époque • • •

[9] Honoré de Balzac. "*Les illusions perdues*".

M. François Hollande, n'étaient qu'un moyen pour gagner du temps, afin que l'Ukraine se renforce militairement et que l'OTAN utilise ce "temps précieux" pour reconstruire, armer jusqu'aux dents et entraîner les forces armées ukrainiennes, dans le but de se préparer à un conflit contre la Russie. N'est-ce pas de la part des dirigeants européens la mise en place délibérée d'un complot ? Dit-on de Angela Merkel et François Hollande qu'ils sont des complotistes ?

Circonstances atténuantes

Certains prétendent[10] que le complotisme, par l'accusation de comploteurs faites aux instances gouvernementales, et en se substituant à l'opposition ou aux contre-pouvoirs officiels, menace la démocratie. Mais, quand les contre-pouvoirs deviennent absents ou impuissants comme il a pu être constaté plusieurs fois dans une démocratie représentative, et que les médias sont à la solde du gouvernement, il ne faut pas s'étonner des controverses dites "complotistes" qui ne sont qu'une marque de résistance suppléante.

Chercher à décrédibiliser une personne qui pose des questions dérangeantes, qui propose des divergences, qui émet des critiques, en la traitant de sceptique, d'*antivax*, de populiste… et encore plus fort de complotiste, n'est-ce pas dans ce cas une forte atteinte à la démocratie ?

En effet, cette méthode apparaît plus confortable pour certains que d'accepter la discussion, la confrontation, le débat, la remise en question, qui sont les principes même de la démocratie !

Il y aurait des gens intelligents, des gentils citoyens, des gens simples… et des "complotistes" ?

Le mot complotiste a remplacé le mot "hérétique" utilisé pendant l'Inquisition au XIIIe siècle.

Les discours complotistes attirent des personnes qui se sentent précarisées ou socialement angoissées et ils permettent de soulager leur tourment en donnant un sens à leur situation et une cause aux injustices dont elles estiment être victimes.

Compte tenu des agissements impopulaires des gouvernements en faveur des gros industriels, des oligarques et de la bourgeoisie dominante, il est logique que se développe un sentiment généralisé de méfiance vis-à-vis des représentants politiques, scientifiques et médiatiques de ces gouvernements. Comment s'étonner alors qu'émergent des théories complotistes parmi une population malmenée qui permettraient à celle-ci de se rassurer par des explications simples et univoques des événements ?

« *Même si c'est un leurre, le conspirationnisme s'attache beaucoup à essayer de prétendument renverser les logiques de domination,* explique Marie Peltier, *et donc de discréditer les "dominants".* »[11] Le pouvoir sectaire engendre une absence de transparence qui met le peuple dans une situation de rejet, d'humiliation, qui l'amène à fomenter des théories suspicieuses, afin de garder espoir et solidifier sa situation. Le complotisme devient alors une arme défensive.

De plus, procéder par la répression, les sanctions, l'intimidation ou par la censure[12] pour se prémunir des théories du complot, de la part d'un gouvernement et ses complices, ne fait qu'amplifier la suspicion de culpabilité à leur adresse et ne fait que les discréditer davantage. Si la sanction est préférée au dialogue et à la transparence, c'est estimer que le débat leur serait défavorable et ne ferait que révéler la baleine cachée sous le grain de sable.

Les lanceurs d'alerte

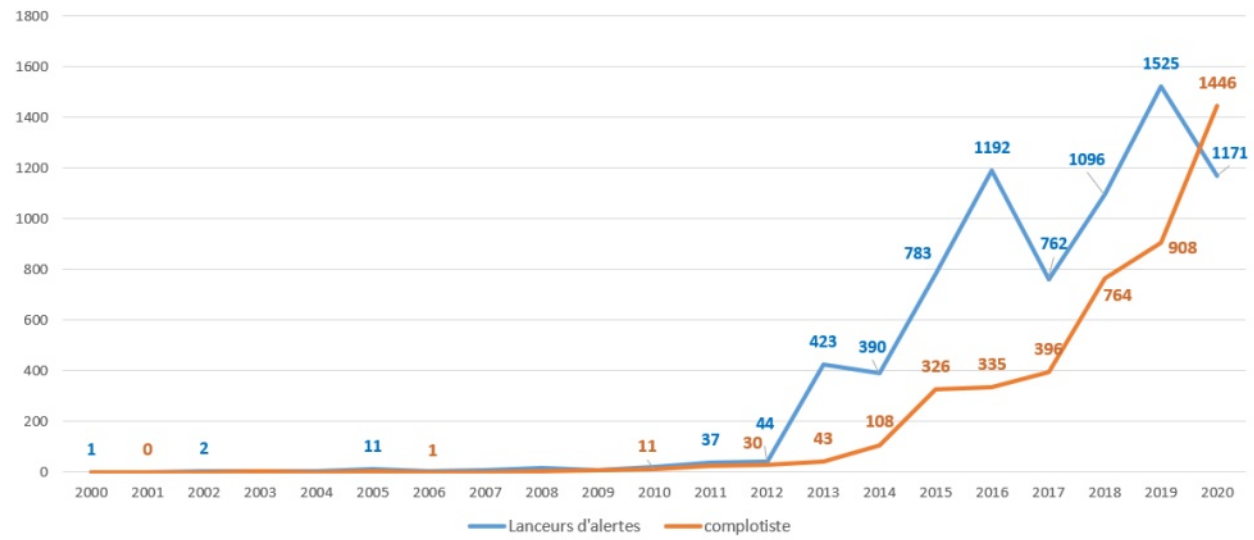
N'oublions pas que le lanceur d'alerte est un donneur d'information. Un lanceur d'alerte est toute personne, groupe ou institution qui, ayant connaissance d'un danger, d'un risque ou d'un scandale, adresse un signal d'alarme en espérant enclencher un processus de régulation, de controverse ou de mobilisation collective. Il agit en faveur de ce qu'il estime être le bien commun ou l'intérêt général pour informer les instances officielles, associations et médias.

La plupart des intervenants en opposition aux mesures gouvernementales dès le début de la pandémie, ont pris la parole à l'image des lanceurs d'alerte en raison de la nécessité d'une action urgente et de la gravité de la situation afin, conformément à leur légitimité professionnelle, d'apporter leur contribution bénéfique et justifiée en faveur de la santé publique. Catalogués sous l'appellation de complotistes, ils ont souvent subi des représailles, certains ayant perdu leur emploi, et ils n'ont pas toujours bénéficié de la protection

[10] "*L'érosion de la Démocratie par le complotisme*", 15 Juin 2021. https://www.geostrategia.fr/erosion-democratie-complotisme/

[11] 10. https://www.rts.ch/info/monde/11797321-le-complotisme-est-une-arme-politique.html

[12] NDLR : On peut également envisager la tentative de décrédibilisation par le lancement d'idées saugrenues telle que la théorie de la Terre plate.



Graphique 1 : nombre de références aux termes "*Lanceurs d'alerte*" et "*complotiste*" parmi 10 000 articles de presse

de la loi. Toute personne qui détient des informations pouvant s'avérer bénéfiques pour sortir de la situation de crise, toute personne même qui doute des mesures prises, des procédures utilisées, n'a rien à voir avec un complotiste. Ou alors, ce mot, cette étiquette, deviendrait un compliment reconnaissant la valeur d'une personne utilisant ses compétences pour contrer l'erreur, la stupidité, voire même le complot des autorités.

Les journalistes utilisent de plus en plus le terme de "complotiste" pour définir une personne qui avance une information dissidente ou une proposition dérangeante au détriment du terme "lanceur d'alerte".

Dès que le spectre du complotisme est formulé, la thèse n'est même plus considérée comme une hypothèse. Elle est balayée, disqualifiée au point qu'il est devenu inutile d'argumenter, tant ce genre de dissidence est relayée au niveau d'une ridicule expression paranoïaque.

« La liberté d'expression, c'est s'octroyer la possibilité de dire ce qu'il est interdit de dire. Dire seulement ce qui est permis, n'est pas l'usage d'une liberté mais l'usage d'un droit. Un droit par essence est limité. La liberté est infinie, ou elle n'est pas. »[13]

Et le mot complotiste enferme la pensée en prison.

Cette technique de la rhétorique de disqualification utilisée à l'encontre du complotiste, à laquelle vient généralement s'ajouter des menaces et des injures, est le signe qu'il vient pousser ses adversaires dans leurs derniers retranchements, lorsque qu'ils ont atteint la limite de leur compétence intellectuelle[14].

Parmi 10 000 articles provenant des principaux quotidiens français et leur version numérique dans lesquels étaient mentionnés "*lanceurs d'alertes*" ou "*complotiste*" depuis le 1er janvier 2000 jusqu'au 31 décembre 2020, le graphique 1 indique le nombre de références à l'un de ces termes[15].

Si nous affinons la recherche pour en savoir davantage sur les sujets abordés par les médias (cf. graphique 2 page suivante), un élément important transparaît : les journalistes utilisent le terme "lanceurs d'alertes" pour des sujets internationaux et généraux (Affaire Snowden, Panama Papers, Affaire Zelenski), là où les "complotistes" semblent privilégier une actualité plus nationale (attentat de Charlie Hebdo, crise des gilets jaunes…) et spécifique. Il semblerait qu'à chaque crise qui touche la Nation, les médias sapent tout esprit critique.

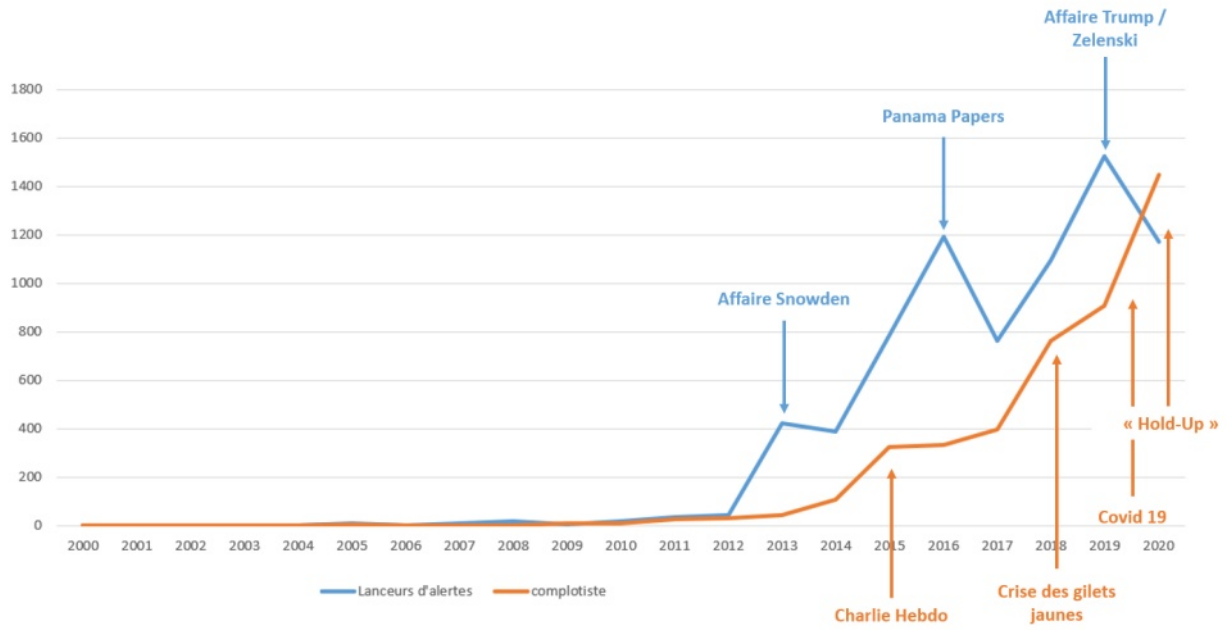
En conclusion

Il est primordial pour une population de maintenir vivant cet esprit critique utile au bon fonctionnement d'une démocratie. Les complotistes n'ont plus à se culpabiliser de penser hors des sentiers battus ou d'émettre des hypothèses

[13] 11. https://citations.ouest-france.fr/citation-philippe-bartherotte/liberte-expression-octroyer-possibilite-dire-128562.html

[14] NDLR : Sorte de nouvelle analogie de "***Godwin***" :
"*La loi de Godwin repose sur l'hypothèse selon laquelle une discussion qui dure peut amener à remplacer des arguments par des analogies extrêmes. L'exemple le plus courant consiste à comparer le thème de la discussion avec une opinion nazie, ou à traiter son interlocuteur de nazi.*" – Wikipedia

[15] Sébastien Lucas "Les complotistes d'aujourd'hui sont les sceptiques d'hier", LINKEDIn, 29/01/2021.



Graphique 2 : thèmes majeurs faisant référence aux termes "*Lanceurs d'alerte*" et "*complotiste*" parmi 10 000 articles de presse

audacieuses. Il est temps pour eux de se montrer offensifs face à l'idéologie néolibérale destructrice de la société que le pouvoir incarne et projette sur le monde à travers ses relais médiatiques et institutionnels.

Le complotiste est un humaniste. Par sa dissidence et ses théories courageuses, néanmoins parfois exagérées et fallacieuses, il fait partie de la résistance devenue légitime contre un pouvoir totalitaire qui ne cherche qu'à imposer ce néolibéralisme favorable aux oligarques et aux lobbyistes du monde entier.

Finalement, en y réfléchissant bien, tout homme et femme intègre devrait être complotiste.

Quand on prend conscience que dans un pays le simple fait de mettre en doute une information labellisée "parole officielle" répétée en boucle dans les médias, suffirait à faire de vous un complotiste, le mieux est d'en devenir un.

Si simplement se poser des questions, que tout citoyen est en droit et même en devoir de se poser, est un signe de complotisme, alors c'est que l'heure est venue de revendiquer ce terme et d'en assumer les implications. Car outre le fait qu'il pose les questions qui dérangent, le complotiste a fâcheusement tendance à vouloir trouver des explications et à émettre des hypothèses. Certaines, bien sûr, sont farfelues, mais doit-on normalement craindre cela quand on est en démocratie ? Cela s'appelle le pluralisme ou encore la liberté d'expression. Et puis, face au désarroi, à l'angoisse distillée par les autorités officielles, le complotiste devient le secouriste des esprits désorientés, en montrant une direction nouvelle, en offrant l'espoir de débusquer l'abus du pouvoir et le piège "officiel".

Être complotiste aujourd'hui c'est un combat contre la prédation, dangereuse, destructrice, qui se dissimule sous le masque FFP2 à la fois rassurant et sécurisant de la rationalité et du progrès technique, et qui ne jure avec solennité que de garantir la morale et le bien.

Alors, au lieu de nous soumettre aveuglément à une parole officielle, qui se trouve dictée par la protection et la promotion des intérêts privés très éloignés de la recherche du bien public, osons être des citoyens libres, des complotistes comme hier le furent les résistants.

François Chatel

Une manifestante durant la révolution douce arménienne de 2018
(© Albero, 2018, wikimedia commons)

« Votre pouvoir vient de la connaissance, leur pouvoir vient de votre ignorance ».

Ignorance

À l'ère du *smartphone* ayant réponse à tout,
Parler de l'ignorance est un sujet tabou.
L'homme le plus ignare, en consultant le *web*,
Croit en savoir bien plus que la vulgaire plèbe.

Confesser qu'on ignore est un acte de foi :
Le cacher plusieurs fois, chacun s'en aperçoit.
L'ignorance des peuples engendre des postures,
Un faux nationalisme, et puis… la dictature.

Pire que l'ignorance est l'orgueil du savoir
Qui aime s'admirer à grands coups d'encensoir.
Souvent la conséquence d'obscures habitudes,
Il barre tout progrès et empêche l'étude.

Et si, de l'affreux vice, on prenait la défense,
Et que, de la vindicte, on sauvait l'ignorance ?
Des siècles il nous faudrait remonter les séquences,
Pour voir dans quel esprit a progressé la science…

On croyait tout savoir : nul besoin de chercher ;
Les Dieux, les Écritures , avaient tout expliqué.
Vouloir aller plus loin relevait du péché,
Et de hardis génies en furent empêchés.

C'est quand on découvrit tous nos puits d'ignorance
Que la science moderne entama son avance.
L'aveu de tous nos doutes obtint consécration
Qui fit que tout savoir se remit en question.

Aucune vérité n'est jamais absolue
Et même aucun problème à jamais résolu.
La certitude acquise et souvent religieuse,
Vint à tomber d'elle-même en se montrant trompeuse.

Savoir son ignorance aide à la mieux juger
Et qui alors n'est plus l'ignorance attestée.
L'ignorance nous mène à la diversité
Dont la science permet de voir l'immensité.

Estimer pour chacun son degré d'ignorance,
Devrait être un moyen de voir ses compétences,
Un critère objectif et non pas négatif
Pour guider ses actions avec indicatif.

Savoir qu'on ne sait pas est la clef du savoir
Orientant la recherche et ouvrant des espoirs.
Alors, je revendique un droit à l'ignorance,
Condition assumée pour que ma tête pense…

Jacques Grieu

COURRIER DES LECTEURS

Sortir du capitalisme **Remarques et commentaires**

Cet article de Guy Evrard, publié dans la GR N°1228, s'inscrit dans les préoccupations actuelles et en particulier celles de la Grande Relève. En effet, les menaces écologiques sont récupérées pour tenter d'instaurer une orientation politique totalitaire et imposer un monde technologique s'éloignant volontairement de la nature qui ne représenterait qu'une gène en dehors de son utilité pour l'extraction et la production. Pour les décideurs et les possédants, la nature oui, mais seulement sur certains sites où rien d'exploitable n'est possible ou détecté, pour faire plaisir aux écologistes et aux poètes, par contre dès qu'elle offre des ressources rentables favorables aux profits, elle est violemment détruite.

J'ai particulièrement apprécié la distinction faite entre le monde en proie au capitalisme et celui composé des civilisations autochtones. Une de leur différence fondamentale est constituée par leur relation avec la nature. D'un côté elle est considérée comme négligeable voire gênante pour accéder aux ressources exploitables agricoles ou minières, et de l'autre comme une protectrice maternelle pourvoyeuse de biens alimentaires, matériels et spirituels. Dans un article de la GR N°1199 de juillet 2018 que j'avais intitulé "Vite un psy", *je relate la maladie mentale qui habite l'esprit de certains occidentaux, les possédants, et de ceux qu'ils ont contaminé, dont les symptômes se traduisent par la soif de pouvoir, de conquête, de domination et d'appropriation de tout ce qui peut leur profiter. J'y expose combien il serait capital que ces malades puissent suivre en urgence une thérapie si l'objectif consiste à envisager un monde nouveau. Car, comment réfléchir avec sérénité et lucidité alors que l'on est sous l'emprise d'une psychose profonde ? Qui d'autres que les autochtones, les peuples "premiers", seraient en capacité de servir de thérapeutes ?*

J'ai relevé dans cet article, cette phrase de Philippe Descola disant que les peuples autochtones

ne s'adaptaient pas simplement à leur environnement mais modifiaient significativement celui-ci. Je pense que toute espèce vivante par ses interventions dans son environnement pour répondre à ses besoins le modifie. En réalité, je pense que ce qu'on appelle la nature est la résultante de la symbiose des actions de tous les êtres vivants qui la composent et qui utilisent les ressources de la planète. Suivant les régions et leurs climats, s'établit un équilibre en fonction de l'adaptation des espèces à un milieu donné. Si la lutte entre espèces peut être sévère, la coopération entre elles joue un rôle déterminant pour l'adaptation optimale. Chaque espèce évite d'en détruire une autre afin de ne pas rompre l'équilibre utile à toutes. Une partie de l'espèce humaine a rompu cette règle et a choisi le rôle de l'individualiste dans un contexte de dilemme du prisonnier[1] *répétitif, c'est-à-dire à parties multiples. Et dans ce cas, l'égoïste gagnant dans un premier temps va, au fur et à mesure des parties et au bout du compte, perdre tous ses gains. Une partie de l'humanité s'est engagée dans ce processus destructif, d'où elle ne peut sortir que perdante dans le milieu initial. Elle a désormais deux solutions pour y échapper: soit réintégrer la coopération avec la nature avant qu'il ne soit trop tard, soit se désolidariser définitivement et jouer au "solitaire", ce qui peut s'avérer suicidaire.*

"Le terme Anthropocène est lui-même objet de discorde sociopolitique car il désigne l'espèce humaine dans son ensemble, «*rendant invisibles les façons inégales dont les êtres humains contribuent à la crise et dont ils la subissent*». Oubliés les peuples autochtones, oubliés les rapports de force qui traversent les sociétés occidentales, oubliée la responsabilité de l'ordre capitaliste". *Ce passage rejoint la distinction faite auparavant entre le rôle dévastateur du monde capitaliste sur la nature et celui des autochtones conscients de l'importance de la respecter. En général, toute culpabilité est difficile à assumer, d'où la tendance à vouloir généraliser celle-ci à l'ensemble de l'humanité en étiquetant cette influence malsaine sous le terme Anthropocène. Il s'agit de souligner que cette récupération générale est l'œuvre sans scrupules du 1% qui domine la population par le capitalisme, et qui correspond seulement à l'oligarchie, aux possédants, et à leurs valets. Ceux-là ne sont pas décidés à abandonner le pouvoir et ce qui les y a conduit. La démocratie, ou plutôt son* ersatz, *qui a été appliquée réellement et considérée comme un leurre par les dirigeants, n'aura donc aucun mal à se métamorphoser en régime totalitaire suivant le besoin.*

En finir avec la nature ?

En réalité, pour les possédants privilégiés du capitalisme et leurs complices politiciens, experts et gros industriels, la nature se présente comme une gène, un obstacle, une contrariété à leur projet de croissance infinie qui leur assurerait la main mise sur le pouvoir. Leur décision est prise. Impossible de concilier avec elle pour mener à bien leur stratégie dominatrice, et donc il s'agit de poursuivre les exploitations sans scrupules, sans rechercher un quelconque rapprochement avec elle, au contraire. C'est par cette vision totalement intéressée des possédants que se manifeste l'autoritarisme montant sur une population plutôt majoritairement partisane d'une paix rapprochée avec la nature. Objectifs de l'oligarchie: dompter ou écarter la nature, maîtriser l'opinion publique, et exploiter le tout pour son service, pour un projet "conservateur" qui tend à maintenir la suprématie du capitalisme par rapport à toute orientation nouvelle. Le progrès tel qu'on le sous-entend technologique est devenu une obsession insensée, guidée par l'intérêt, le pouvoir, et castratrice de toutes les possibilités envisageables que seraient l'ouverture vers des besoins sociaux et du développement culturel, vers une nouvelle coopération respectueuse avec la nature, vers des coopérations internationales basées sur l'entraide, le don réciproque, le partage et le respect.

Depuis que la nature est passée dans le camp considéré comme l'ennemi, il y a 10 à 5000 ans, les malades du pouvoir (le 1% de psychopathes) ont construit une civilisation qui leur assurait ce pouvoir, et basée sur la conquête, la guerre, le massacre, la puissance technologique, la manipulation des peuples par la peur, le jeu et les plaisirs. Depuis cette nouvelle ère, toutes les générations sans exception ont été orientées par la propagande ou la force, conditionnées à favoriser le profit des possédants.

L'article de "Reporterre" intitulé "Des savoirs indigènes pour inventer de nouveaux mondes" *dont la lecture est conseillée, décrit toute la crédibilité des peuples autochtones pour nous guider vers le rapprochement avec la nature et pour tenir ce rôle si primordial de thérapeutes d'une partie malade de l'humanité. J'y ai noté ce passage auquel je m'associe pleinement:* "Une révolution qui n'aurait pas, en amont, construit ce que nomme l'historien Jérôme Baschet, spécialiste de l'insurrection au Chiapas, des «espaces libérés» dans son essai "*Basculements*", est une révolution condamnée à conquérir et rejouer le pouvoir de l'État. À l'inverse, une révolution qui, en aval,

[1] NDLR: *En théorie des jeux une situation où deux joueurs auraient intérêt à coopérer, mais où, en l'absence de communication entre les deux joueurs, chacun choisira de trahir l'autre si le jeu n'est joué qu'une fois. La raison est que si l'un coopère et que l'autre trahit, le coopérateur est fortement pénalisé. Pourtant, si les deux joueurs trahissent, le résultat leur est moins favorable que si les deux avaient choisi de coopérer.* (Wikipedia)

n'envisage pas de confrontation directe avec les pouvoirs en place, est une révolution condamnée à l'impuissance et à son écrasement par des forces réactionnaires." *Ce que je traduis par l'importance de préparer en amont la "Relève" politique et économique, une constitution à mettre en place dès la révolution établie, si elle est envisagée, une constitution rédigée et appliquée de façon à empêcher le retour des forces réactionnaires.*

François CHATEL

Cet insigne a été créé par la "Ligue pour le Droit au Travail et le Progrès Social", et présenté dans la Publication du 27 juillet 1939 :

INSIGNE A

C'est le symbole d'alliance de tous les êtres humains de bonne volonté, unis pour hâter l'ère de l'Abondance dans une économie distributive. Au centre de l'«A», figure le signe «+» (plus) représentant l'Abondance par opposition au signe «–» (moins) qui est celui de la disette. La Grande Relève entretient les ***réflexions pour une quête d'abondance et son partage, dans le respect des hommes et de la Terre***.

• TARIFS D'ABONNEMENT (11 NUMÉROS)

France, *régime intérieur pour la Poste* .....27 €
(*soutien* : + 18 €, *pour chaque exemplaire en plus, livré pendant 11 numéros*)
DOM .....30 €
TOM .....32 €

Régime international, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014* :
Zone 1 (Bénélux, Espagne, R-U, Suisse, …)….32 €
Zone 2 (Autres pays européens).....32 €
Zone 3 (Canada, États-Unis,…).....34 €
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,…).....34 €

• RÈGLEMENTS

Par chèque bancaire ou postal, *établi à l'ordre de* :
La Grande Relève
et envoyé au :
6 rue nationale
35410 Châteaugiron
France

Par virement bancaire :
IBAN : FR76 1558 9351 4708 7826 7204 041
BIC : CMBRFR2BARK

☐ Je prolonge mon abonnement à *La Grande Relève* pour une série de 11 numéros.

NB : Les paiements prolongeant l'abonnement au-delà de 12 numéros après le numéro courant seront convertis pour l'excédant en contribution à la Grande Relève. Merci pour votre compréhension.

Voici comment rédiger mon adresse postale *(merci d'écrire en capitales bien lisibles)* :

M. ou Mme PRÉNOM, NOM : .....
IMMEUBLE (éventuellement) : .....
N° et VOIE : .....
CODE POSTAL ET COMMUNE : .....
PAYS : .....
Mon @dresse électronique : .....
J'envoie la somme de : ..... euros.

☐ Par chèque N° ..... *préciser la banque* : .....

☐ Par virement bancaire.

Date : **Signature :**

Ce que nous proposons

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décident démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

Lectures pour approfondir

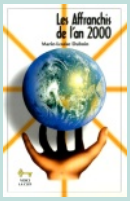
Des livres de Jacques Duboin et de Marie-Louise Duboin ont été numérisés et mis à disposition en téléchargement sur notre site Internet, section "Livres numériques". Ils sont au format ePub et en PDF, et peuvent notamment être lus sur les liseuses. N'hésitez pas à les partager à vos connaissances!

• De Jacques Duboin

- ***La grande relève des hommes par la machine***, 1932
- ***Kou l'ahuri ou La misère dans l'abondance***, 1934
- ***Libération***, 1936
- ***Rareté et abondance***, 1945
- ***Économie distributive de l'abondance***, 1946
- ***L'économie distributive et le péché originel***, 1949
- ***Les yeux ouverts***, 1955
- ***Pourquoi manquons-nous de crédits ?***, 1961

• Plus récemment, de M.-L. Duboin

- ***Les Affranchis de l'an 2000***, 1985



Un roman qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société.

- ***Mais où va l'argent ?***, 2007

L'étude, par M.-L. Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN
Dirigé et mis en page pendant 45 ans par Marie-Louise DUBOIN
Direction et mise en page : Yohann GRELIER

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture.

Imprimé par média graphic
23 rue des Veyettes – CS26303 – 35063 Rennes Cedex
SCOP labélisée Imprim'Vert, impression avec encre végétale, papiers FSC ou PEFC

Édité par l'Association pour l'économie distributive
6 rue nationale – 35410 Châteaugiron
redaction@grande.releve.fr
www.economiedistributive.fr

ISSN : 2117-5047 – eISSN : 2493-2752 – Dépôt légal : BNF

Tarifs et bulletin d'abonnement au dos de cette page